



Note politique du 25 septembre 2025

Didier Dufau

La grande manipulation d'Emmanuel Macron

Emmanuel Macron ne se préoccupe que de lui-même. Entouré d'une équipe entièrement dévouée à son service sacré, sur fond de désastre national français, il prépare ses plans avec neuf, six et trois mois d'avance avec une absence totale de réflexion sur les conséquences nationales. Il s'agit toujours de coups politiques chargés de corriger les erreurs du plan précédent afin de durer au centre de la photo et ne pas compromettre son objectif personnel suivant.

Pour se refaire la cerise et sauver le gâteau, les moyens peuvent être de grande ampleur. F. Bayrou a retardé de presque un an l'opération chargée de permettre au président de finir son mandat. L'équipe présidentielle a eu tout le temps pour bien construire l'opération médiatique de septembre 2025. Nous l'avons écrit dans notre précédente note politique : « Visiblement, Emmanuel Macron a préparé le « coup d'après » ».

L'objectif : convaincre le PS ou du moins une fraction suffisante du PS d'entrer dans une coalition pour que le Président, honni du pays, puisse avoir une majorité stabilisée à Matignon. L'opération qu'on pourrait appeler « mille fleurs socialistes » s'est déroulée dans la splendeur d'une manipulation sans limite mobilisant la totalité des moyens publics.

L'opération n'était pas si simple, compte tenu de la rancœur du Président socialiste trahi par son ministre des Finances et l'emprise de Mélenchon. Amadouer les syndicats et l'ancienne équipe présidentielle puis faire fructifier la peur de Mélenchon, tout heureux de devenir le diable de service ! Le procédé est tellement grossier qu'il est facile d'en décrypter la séquence.

1. L'opération Free Palestine

La gauche ayant choisi de récupérer les méthodes mises en place il y a cinquante ans pour mobiliser la jeunesse américaine contre la guerre du Vietnam, la Palestine remplaçant le Vietnam, Macron a décidé de s'aligner et d'exploiter le mouvement en

exigeant du service public d'information qu'il reprenne à son compte l'accusation de « génocide à Gaza » et en lançant une action de reconnaissance de la « Palestine » en tant qu'Etat au moment d'une grande fête juive. Pourquoi mégoter ? Il n'a pas affiché Free Palestine sur le fronton du palais de l'Elysée, mais laisse s'afficher le drapeau du Hamas sur le fronton des mairies françaises volontaires et il n'en manque pas, par clientélisme musulman.

Dès le 21 septembre la tour Eiffel a été mobilisée pour qu'elle honore le jour sacré de la reconnaissance de l'Etat palestinien. Certes il n'y a pas encore eu de festouilles en keffiehs sur le pont de Bir Hakeim. Mais cela ne saurait tarder.



L'affichage sur la tour Eiffel suggère que le Hamas a envoyé une colombe à Israël. Le 7 octobre 2023, cela n'a pas exactement été le cas. Cet affichage est une horreur. Encore bravo à Mme Hidalgo qui ose violer l'obligation de neutralité des bâtiments publics et détourner un objet mondialement connu en faveur du Hamas sans se soucier de l'avis des Parisiens et se met, au passage, au service de M. Macron. Il est vrai qu'elle lui doit sa réélection.

L'opération a été synchronisée avec le calendrier de l'ONU qui a permis à tous les grands pays de s'exprimer à New York, et à Macron de pérorer sans qu'il réalise qu'il le faisait dans l'indifférence générale, tout en multipliant les gamineries, comme ce coup de téléphone à Trump quand il était pris dans les embouteillages. Il n'y a qu'Emmanuel Macron pour croire qu'il a amélioré son image dans ce bazar. L'image de la France n'y a rien gagné.

2. Les promotions personnelles et la sacralisation des acquis de l'Enarchie Compassionnelle et Bienveillante

Il fallait verrouiller la haute fonction publique. On sait qu'elle a cannibalisé les postes politiques. Depuis le début de son aventure Emmanuel Macron a décidé de tout lâcher à cette caste d'intouchables voués à diriger tous les grands postes du pays, et aussi les tout petits. Cette caste est globalement européiste, socialiste, fiscaliste et étatiste, avec un parfum d'anticapitalisme. On a vu un Moscovici peupler la Cour des comptes de socialistes. On lui offre de gagner le paradis européen, ses rémunérations grandioses et partiellement défiscalisées. Il a dit oui ! On lui a demandé en contrepartie d'offrir d'un poste de conseiller à Madame Vallaud-Najet Belkacem, ancien ministre désastreux de

l'Education Nationale, femme de l'Enarque Boris Vallaud, ancien secrétaire général adjoint du Président Hollande, qu'on tente de pousser à la tête du PS après sa promotion réussie comme chef du groupe socialiste à l'Assemblée. Notons qu'il appartient à la même promotion de l'ENA que Macron. Charmant entre-soi !

En même temps, on songe à Mme Wargon pour prendre la tête de la Cour des comptes. Quelle trajectoire pour cette fille de M. Stoleru, politicien à toutes mains, et d'une mère énarque travaillant pour Mme Hidalgo ! L'ENA bien sûr ; puis un poste de conseiller auprès de la ville de Paris, puis auprès d'une ministre socialiste. Récompense : un secrétariat d'Etat, puis un poste de ministre où elle se signale pour ses propos de grande bourgeoise marie-chantalisée : adieu les pavillons pour les gueux. La loi Zan qui paralyse tout et que tout le monde tente de démanteler sera son grand œuvre. Une tentative d'élection ratée et la voilà à la tête d'un machin super bien payée. 700.000 ou 800.000 euros par an, chuchote-t-on. Tout le monde sait que l'Enarchie Compassionnelle et Bienveillante a multiplié, toujours dans l'entre-soi, les agences, hautes autorités etc. pour faire sauter le verrou des rémunérations de la fonction publique. Présider ces machins vous offre une vie tout frais payés, où les rémunérations outrancières passent directement dans votre épargne et où les retraites cumulatives deviennent réjouissantes. Aux frais des Français qui travaillent. Voici donc notre chère (très chère) enfant proposée pour la direction de la Cour des comptes. En attendant elle a été élue à la tête de l'ACER, le « machin » de l'UE qui prétend régler les politiques énergétiques en Europe, une spécialité qu'elle a dû apprendre à l'ENA, cette école technique bien connue. Pour rire un peu il suffit de regarder les comptes de l'ACER :

ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL EXPENSES			
Staff expenses	3.4	12,717,701.74	10,499,070.59
Fixed asset related expenses	3.5	1,383,970.71	744,888.41
Other administrative expenses	3.5	7,626,147.97	5,681,796.96
Operational expenses	3.3	8,484,919.46	4,849,035.50
TOTAL ADMINISTRATIVE AND OPERATIONAL EXPENSES		30,212,739.88	21,774,791.46

Les colonnes à droite correspondent à 2023 et 2022, derniers chiffres publiés. Une petite augmentation de 50%, seulement ! En pleine crise budgétaire. Avec Moscovici et Wargon, on est sûr que tout cela va dégonfler. Impossible d'avoir la rémunération des dirigeants de l'Acer. Secret défense ?

L'avantage du président de la République est le nombre extravagant de postes auquel il pourvoit. Une anomalie dangereuse mais qui lui permet, même quand sa réputation est lessivée, de tenir tout ce petit monde. La Caste, en famille, sera servie : mais elle devra être obéissante. Demandez à Florence Parly, qui, après moult juteuses affectations, va diriger Air-France KLM en toute incompétence. D'autres nominations sont dans les tiroirs qui vont faire l'actualité des prochaines semaines.

Qu'on ne se méprenne pas ! Tous ces gens sont individuellement pleins de qualité et souvent sympathiques. Mais on aimerait qu'ils s'occupent d'abord de bien gérer les administrations au lieu de s'enrichir en famille en usurpant des postes politiques ou managériaux où ils n'ont aucune valeur ajoutée ni technique ni représentative.

Jean-Pierre Jouyet est sans doute le prototype de l'Enarque avenant, indispensable, prêt à travailler avec tout et tous, en courtisan raisonnablement socialiste, étatiste et fiscaliste. Deloriste et rocardien bien sûr ! Son livre « L'ombre du Général » est très drôle. Par ses souvenirs et anecdotes il contredit la thèse même de son livre qui prétend que la haute administration ne dirige pas tout, qu'elle est parfaite mais malheureusement partiellement impuissante. Il dit craindre l'oligarchie des grands entrepreneurs, sans voir qu'une jolie bande des hauts-fonctionnaires de gauche forme l'oligarchie incarnée en France.

Macron vient de verrouiller la caste dont le soutien est indispensable. Au même moment était révélé le comportement d'Anne Hidalgo, façon Imelda Marcos, dépensant des centaines de milliers d'Euros pour ses robes et ses voyages. L'occasion de rappeler le comportement de Moscovici dans ce domaine qui rappelle beaucoup l'affaire Arnys de Fillon. Les fonctionnaires socialistes au pouvoir vivent bien sur la bête quand on leur laisse le pouvoir. Les Français paieront !

3. L'opération Hollande, Salamé, Glucksmann

Pour réussir l'opération sauvetage d'Emmanuel Macron, il était indispensable de restaurer les relations avec le « Président normal », monsieur « petites blagues », ex Flamby ou Bidochon, à savoir M. Hollande. Le service public de l'audiovisuel s'est donc mis platement aux ordres. Léa Salamé est l'épouse de M. Glucksmann qui a soutenu l'avènement d'Emmanuel Macron, avec lequel il partage l'euphorisme béat. Il a créé un groupuscule, Place Publique, aux marges du PS. Il milite pour la scission entre le PS et LFI et condamne les excès de Mélenchon, après avoir dit le contraire. Entre champions du en même temps, on se comprend.

L'entre-soi de gauche est magnifique dans le service public. Les équipes du Président savent depuis l'été 2024 que sans majorité, il va falloir, composer avec le PS. Le 18 novembre 2024, Léa Salamé met son émission *Quelle époque* au service de François Hollande et lui donne le moyen de se refaire une beauté médiatique. Elle dure une éternité, cette émission ; pendant laquelle il rappelle toutes les gratuités qu'il a distribuées, répond à des critiques sans contradicteur, au milieu de rires extatiques pour des petites blagues pas drôles. Le thème subliminal est clair : « le PS dérive ; je suis là pour l'empêcher d'aller trop loin avec Mélenchon ». Depuis il a pu multiplier les interventions médiatiques et il pèse désormais sur les négociations avec le PS, soufflant alternativement le chaud et le froid. L'ennui est qu'avec le CICE, il a versé près de 100 milliards aux entreprises, ce qui fait tache en pleine opération « mort aux riches » des socialistes. Cela lui vaut le 19 septembre 2025, lors d'une nième invitation télévisée, cette fois-ci à *Complément d'enquêtes*, une émission de style Guépéou, contestable il est vrai, des agacements manifestes. Il quitte l'émission avant de revenir ! Qu'importe ! Il est à nouveau dans le cirque et il peut y jouer un rôle en faveur d'une coalition « permettant la stabilité régalienne ». En un mot, il doit désormais accepter d'être la béquille du second quinquennat Macron, avec naturellement quelques arrière-pensées. La direction du PS doit composer avec Glucksmann, son groupuscule et Hollande. La suite dans les semaines à venir.

4. L'opération Zucman de « Justice fiscale par la taxation des ultra-riches »

Bayrou a hystérisé le débat autour du budget et agacé tout le monde avec sa suppression de deux jours fériés. Les socialistes ne représentent plus les classes populaires passées au RN et sensibles au pouvoir d'achat ou à LFI sur critère racial. La dénatalité prive la gauche de la mobilisation des scolaires. Le déclassement du PIB par tête a appauvri, au moins de façon relative, la classe moyenne. L'opération d'amarrage de socialistes dévalués n'en était pas favorisée. Pour que les Socialistes puissent revenir dans le jeu gouvernemental, il fallait un levier. Ce sera la taxe Zucman et le narratif associé.

Tout le monde se souvient du film *Slumdog Millionnaire* où pour sortir de la misère, des réseaux se mettent en place pour vendre les organes non vitaux de malheureux obligés de fournir leur cornée ou un rein ou d'être estropiés pour mieux mendier. Priver les entrepreneurs du capital investi nécessaire à la survie de leur entreprise, pour maintenir un système social intenable, telle est la définition du socialisme slumdog millionnaire.

Imaginons qu'un inspiré propose que tous les fonctionnaires français fournissent un rein et une cornée pour sauver le pays de la dette. Au tarif international, l'ensemble rapporterait 300 000 euros par fonctionnaire. Avec 6 millions de fonctionnaires, la recette serait de 1 800 milliards d'euros, la moitié de notre dette ! Formidable ! Un bras pourrait d'ailleurs être vendu, en sus du reste. 400 euros le bras par 6 000 000 = 2. 400 000 euros de recettes de plus. Franchement, qu'on ne nous dise pas qu'on ne peut pas vivre avec un rein et un œil en moins, même en perdant son « bras cassé » si fréquent dans l'Administration. Si on demande en plus l'énucléation des 17 millions de moins de 20 ans, ces fils de bourgeois occidentaux enrichis et honnis qui vont ravager le climat et tuer la terre, nous aurions 5 100 milliards d'euros de plus. Le climat et le budget de la France seraient sauvés ! Alléluia !

Heureusement personne n'osera jamais aller sur ce terrain-là. Mais une leçon ressort de cet exemple caricatural : en prélevant du capital vital, on atteint des sommes très importantes. Le Kosovo, cet état croupion et criminel, a très bien compris cela.

La taxe Zucman est exactement dans cette philosophie : en arrachant à l'entreprise et ses propriétaires des actifs vitaux, l'équivalent des organes pour un particulier, on ramasse beaucoup d'argent. Naturellement le démembrement des actifs d'une entreprise ne tue pas immédiatement. Mais à terme, si ! En 25 ans, nous le verrons plus en détail, cette taxe permet une expropriation rampante de 50% du capital des grandes entreprises, sans indemnité. Comme disait les Rocardiens : pourquoi nationaliser à 100% quand 50% suffit. Et là, on ne paie même pas les anciens propriétaires. Une amélioration fantastique du Programme Commun de Gouvernement qui a flanqué l'économie française et les finances de l'Etat par terre dans les années 80 et dont la France ne s'est jamais complètement remise.

Monsieur Zucman importe en France un débat américain qui traverse le parti Démocrate depuis des années. Le tournant à l'extrême gauche de ce parti est symbolisé par le wokisme hystérisé et une propagande anticapitaliste violente. Il faut tuer le capitalisme des richissimes et réduire à quia les capitaines d'industries qui sont désormais des dirigeants dont l'empire financier est mondialisé et supérieur à celui de bien des Etats. La taxe anti-ultra riches a été portée par Kamala Harris, aux dernières élections américaines qui ont vu son effondrement au profit de Donald Trump. Elle explique le rassemblement de tous les milliardaires ayant fondé des entreprises mondialisées derrière lui, dont Elon Musk. Et la violence de la réaction trumpiste. C'est dire comme cette solution est neuve et originale. Cette adaptation est évidemment totalement inappropriée dans le cas de la France, déjà noyée d'impôts. La situation fiscale aux Etats-Unis est très différente du cas Français.

Le narratif d'accompagnement est un classique des slogans du Parti Démocrate américain : « des ultra-riches paient moins que les pauvres. Il n'y a pas de progressivité. La justice fiscale exige de corriger cela ». Le souvenir du massacre fiscal organisé par Franklin Roosevelt dans les années trente reste vivace. La tranche de l'impôt sur le revenu à 75% est restée célèbre. Le slogan « les Riches peuvent payer » est porté universellement par la gauche comme principal argument électoral depuis l'invention de la gauche. La conversion de la gauche universitaire américaine au wokisme virulent s'est accompagnée d'une réappropriation du slogan par le parti Démocrate.

Le jeune Zucman, formé aux Etats-Unis s'est contenté d'importer les outils de propagande développés par l'extrême gauche démocrate américaine, en adaptant les chiffres et en suivant le sillon tracé par Pic(poc)ketty, car il sait combien cela va valoriser sa carrière. Il a formalisé une version française au profit d'une petite mouvance sectaire où on retrouve par exemple Eric Lombard, l'énarchie façon Jurassic Park. En s'attaquant à 1800 personnes, « dont la fortune est liée à des cadeaux fiscaux », on trouverait les moyens de passer le cap budgétaire !

Les médias publics sont chargés de diffuser et de faire flamber l'opinion publique. En quelques jours, le narratif foireux devient la coqueluche des médias et nourrit les déclarations de toutes les forces de gauche, en particulièrement syndicales. Il faut faire payer les riches « qui ne paient pratiquement pas d'impôts contrairement aux pauvres qui en paieraient près de 40% ». Un énorme mensonge, dès qu'on tient compte des subventions que reçoivent les assistés. 65% des Français reçoivent plus de l'Etat qu'ils ne paient ! La grande manifestation sociale des syndicats, façon premier mai, a lieu le 18 septembre sous cette enseigne. Les télévisions publiques ou autres font parler les manifestants qui racontent tous leur misère alors que les riches s'en mettent plein les poches. Le RN surenchérit : il est depuis toujours en faveur de l'ISF ! Dans la même émission récente sur BFM, Marine le Pen a précisé sa position : il faut un ISF pour financer le repeuplement par une politique nataliste, mais il ne faut pas l'ISF. Article défini ou indéfini ? Cela devient shakespearien.

L'ennui, c'est que les manifestants sont pour beaucoup des retraités. On voit une adepte de Mélenchon évoquer sa retraite de misère : comment vivre avec 1400 euros ?

Comment lui dire que sous l'effet des violences de l'ignoble Maduro, le dictateur criminel qui sévit au Venezuela et qui sert de modèle à Mélenchon, la retraite est là-bas de 1.5 dollar. Personne n'osera ! Il est vrai qu'il a déclaré vouloir la passer d'un coup de baguette magique de qualité mélenchonienne à 50 dollars.

En vérité, les syndicats veulent gommer le bras de fer perdu sur les retraites. Ce serait totalement indécent et irréaliste de se battre uniquement sur ce sujet, plombé par la dénatalité. Alors, Zucman avec nous ! Et on se débrouillera avec la pénibilité, pour conserver des avantages à la SNCF et avec la dissimulation, pour conserver les privilèges de retraite de la ruineuse fonction publique.

Créditons néanmoins les réactions dans les médias qui ont fait litière de l'énorme mensonge qui nourrit la taxe Zucman, adaptée sommairement au cas français. Beaucoup de gens ont compris le choix impossible imposé aux propriétaires d'une entreprise par cette taxe :

- Première solution : prélever sur les actifs investis de quoi payer la taxe, ce qui forcerait l'entreprise à réduire constamment sa voilure. C'est l'exemple d'une société de transport qui aurait 100 camions et qui serait obligé d'en vendre deux chaque année pour payer la taxe. Une perspective anti économique clairement imbécile.
- Seconde solution, si elle ne peut pas payer ou s'y résoudre, le don à l'Etat des parts du capital, donc l'expropriation progressive des propriétaires, sans indemnité, ce qui serait anti constitutionnel. Si le fisc récupère 2% du capital, l'Etat possède 50% de l'entreprise en 25 ans et la totalité en 50. Pourquoi investir en France ?

La taxe interdirait toute création de « start up » et de « licorne ».

Picketty est monté aussitôt au créneau (comment ne pas montrer son museau quand le débat fiscal flambe) : les riches pourront être arrêtés par la force et empêchés de partir. L'atteinte à la liberté après la liquidation progressive de la propriété. Robespierre et Staline avec nous ! Quelle promesse !

La France qui est passée en cinquante ans de la 7^{ième} à la 28^{ième} place pour le PIB par tête, disparaîtrait rapidement au fond des classements mondiaux. Mais la Révolution deviendrait possible. Pour ces gens-là, c'est bien l'essentiel. Du coup la taxe Tobin sur les transactions financières est passée de mode. Attac doit être désespérée...

Au-delà de la taxe Zucman, les héritiers deviennent des cibles

Tous les économistes de cette mouvance accablent « les héritiers » qu'ils s'agiraient également de spolier. « La valeur des biens qu'ils reçoivent a tellement monté, ce serait la justice même ». Ici, le mensonge est encore plus vulgaire. Tout dépend en quelle unité on fait la valorisation. L'once d'or qui valait 35 \$ en 1971 vaut désormais plus de 3500 \$. La monnaie américaine a perdu 99% de sa valeur réelle depuis 1971. Toutes les autres monnaies ont suivi, avec une perte située entre 90% pour les meilleures et 99.99% pour

les pires. Pourquoi croyez-vous que le Bitcoin a eu le succès qu'on a vu ! En fait l'once d'or a atteint **ce-jour** son record à 3707 dollars. La dégringolade continue.

Tout bien qui n'a pas connu une revalorisation de 80 à 100 fois en monnaie courante depuis 1971 a perdu de la valeur réelle. L'immobilier en France, n'a été revalorisé que 65 fois ! Il a donc **baissé** en valeur réelle ! Les héritages, essentiellement immobilier, ont **perdu de la valeur**. Et l'Etat en prélève 40 à 50 % lors de l'héritage. Avec les taxes sur le capital (comme l'impôt foncier et l'IFI) l'héritier est sommé de payer au moins deux fois le bien qu'il acquiert au cours de sa vie, bien qui est déjà dévalué. Dès qu'on tient compte du voile monétaire, toutes les courbes s'inversent et piquent vers le bas. Allez expliquer cela dans les médias ! Le système ne tient que parce que la valeur des biens de consommation **a baissé plus vite que les rémunérations**, grâce aux importations de Chine ou d'Inde. On voit la difficulté qui nous attend si on veut réellement relocaliser la production en France !

Au moment où la gauche socialiste française en est réduite à importer les slogans de Kamala Harris, il faut comprendre le niveau de sottise et de haine où les Démocrates américains évoluent. L'interdiction proposée des calèches à cheval à New-York dans Central Park en donne un aperçu. L'asservissement de l'animal aux plaisirs de l'homme est déclaré intolérable ! Licencions sans états d'âme les « gueux » qui en faisaient leur moyen d'existence. En revanche le développement des livreurs à vélos ou par des conducteurs de Touk Touk, le nouveau prolétariat immigré, ne pose pas de problème. Le meurtre du prédicateur Kirk, après l'attentat presque réussi contre Trump, marque également la dérive intolérante d'origine religieuse de la gauche américaine. L'antiaméricanisme a été longtemps « le socialisme des imbéciles ». ***L'importation servile du gauchisme radical des Démocrates américains est le nouveau socialisme des imbéciles.***

5. L'opération « Lecornu »

L'opération Lecornu démarre avec un an de retard, à cause du coup de force de Bayrou après la chute de Barnier. Le but du charivari organisé pour cette rentrée par les équipes d'Emmanuel Macron est évident : permettre un gouvernement impuissant mais stable jusqu'à la fin du mandat de leur patron, en cédant au PS de quoi sauver sa réputation tout en rejoignant le gouvernement, ou en annonçant qu'il ne votera pas de motion de censure, et en neutralisant les cellules olfactives de LR. Les décisions sont déjà prises. On cèdera sur l'impôt des riches, tout en affirmant le contraire, avec le retour d'un ISF, sous une forme ou une autre, et sur les retraites avec la pénibilité et des gestes pour des clientèles. PS, Centristes, résidus du Macronisme et LR n'ont aucune envie de retrouver le chemin des urnes. Donc, après quelques palinodies, un nouveau « bloc central », un concept parfaitement creux et qui sonne faux, va probablement se mettre en place qui durera sans doute jusqu'aux lendemains des Municipales et peut-être plus.

En attendant, il importe de sauver le Président, accusé d'avoir coulé les finances de la France. L'opération « Macron moins pire que les autres » a été lancée astucieusement dans JDNews. La triangulation cela marche toujours. Avec une présentation totalement

dévoyée de l'histoire économique de ses prédécesseurs. La méthode : ne pas tenir compte des récessions périodiques mondiales qui se sont enchaînées depuis 1973 et ont mis à dure épreuve les finances publiques, ignorer les causes structurelles dont il n'a pas voulu s'occuper et se cacher derrière le Covid, tout en prétendant d'avoir mené une efficace politique de l'offre. Tout est bidon.

Même si le vote du budget 2026 s'avère possible après les manœuvres en cours, voter le budget 2027 sera une aventure « inédite ». La cellule de l'Elysée travaille déjà sur la question : il faut finir de distancier le président sortant et laisser la pilule empoisonnée du budget aux partis pour permettre la suite heureuse de l'aventure personnelle de son commanditaire. L'unique objet des manipulations de l'opinion est la personne d'Emmanuel Macron. Le destin de la France et les Français ? Ne compliquons pas tout !

Conclusion

Emmanuel Macron a instrumentalisé et mobilisé à son service l'ensemble des médias et notamment tous les médias publics, comme en 2016-2017 pour sa première élection, et il pense réussir son coup en assurant un bout de sa fin de règne avec comme premier Ministre qui est un de ses proches, alors qu'il est rejeté par 83% des Français. Selon ses experts, le PS cautionnera en mettant en avant les taxes qu'il a réussi à imposer « aux riches » et LR cautionnera au nom de la « responsabilité ». La dégringolade économique et sociale va continuer. Les petits riches vont payer pour les gros, comme d'habitude, parce que 1800 « ultrariches », cela ne suffira pas. La dette va continuer de croître. Massivement ! La dépense publique va flamber, comme en 2025. Les syndicats du secteur public auront leur avoine. Comme les hauts fonctionnaires qui jouent le jeu du macronisme.

On dira : l'affaire n'est pas jouée. LR a des lignes rouges. Wauquiez asticote Retailleau. Mais rester éternellement dans un gouvernement démissionnaire à gérer les affaires courantes au milieu du chaos, en attendant les initiatives présidentielles, n'est pas non plus très fameux. Alors l'arrangement, négocié dans le secret absolu, est probable. Réponse dans quelques jours.

Est-ce que cela durera six mois, un an ou dix-huit mois ? Cela dépendra des intérêts tactiques des candidats aux Présidentielles et du résultat des Municipales.

Macron à la Présidence, après Hollande, Hidalgo à la mairie de Paris, après Delanoë, l'Histoire sera sévère pour le cycle de 15 ans qui se termine. Ne parlons pas de Van der Leyen à Bruxelles !

Nous aurions préféré que LR prenne ses distances avec ce cloaque et se refonde radicalement pour être la force nécessaire au redressement futur. Pour LR, l'urgence, depuis l'échec pitoyable de Mme Pécresse, était de bâtir un programme électoral d'ampleur nationale pour les élections municipales et de commencer à bâtir son programme de redressement du pays. Les clans ne l'ont pas permis. Les instances dirigeantes de LR préfèrent aujourd'hui s'appuyer sur l'onction d'un poste gouvernemental, même impuissant, pour se crédibiliser, quel que soit le contexte et

quitte à cautionner ce que certains peuvent considérer comme l'intolérable. Ces instances ont été élues. C'est leur responsabilité.

Pour notre part, nous croyons plus que jamais qu'il faut rebâtir totalement le parti et se préparer pour le nouveau cycle de 15 ans qui se prépare. Il faut pour cela changer le nom, le logo et la devise de LR, dont l'image est devenue invertébrée et même légèrement repoussante.

Le nom : **Force Française** ; Le slogan : **Libres** ; Le logo :



La base militante crie au futur président du mouvement : tout est là pour agir ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Nous savons exactement ce qu'il faut faire. Alors courage et on fonce !

Et on frappe avec la dureté nécessaire tous les **naufreurs de la cinquième République, notamment les **socialistes slumdogs millionnaires**, avec qui il est suicidaire de s'associer sous la houlette d'un Président déconsidéré par ses manigances narcissiques antinationales.**

Passons à la contre-attaque ! Avec force.

Vive Force Française

Que la France reste libre !

Nota bene : les notes politiques très nombreuses publiées ces deux dernières années sont disponibles gratuitement sur le [Dazibao](#) organisé sur le site : [Librairie-e-toile.fr](#)